

Traduction de l'anglais

NATIONS UNIES

Conseil économique et social

Distr. LIMITEE

E/CN.4/S-3/L.2
25 mai 1994

Original: anglais

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Troisième Session spéciale
24-25 mai 1994
Ordre du jour point 3

LETTRE DATEE DU 9 MAI 1994 DU REPRESENTANT PERMANENT
DU CANADA AU BUREAU DES NATIONS-UNIES A GENEVE
ADRESSEE AU HAUT-COMMISSAIRE POUR LES DROITS
DE L'HOMME

71 co-sponsors

Algérie*, Allemagne, Argentine*, Australie, Autriche,
Barbades, Belgique*, Brésil, Bulgarie, Cameroun, Cana-
da, Chili, Chypre, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoi-
re, Danemark*, Equateur, Egypte*, El Salvador*, Espa-
gne*, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie*, Fédération de
Russie, Finlande, France, Gabon, Ghana*, Grèce*, Hon-
grie, Ile Maurice, Irlande*, Islande*, Israël*, Ita-
lie, Japon, Kenya, Luxembourg*, Madagascar*, Malte*,
Mauritanie, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakis-
tan, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal*, République
de Corée, République slovaque*, République tchèque*,
République unie de Tanzanie*, Roumanie, Royaume-Uni de
Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal*, Suè-
de*, Suisse*, Togo, Tunisie, Uruguay, Vénézuéla, Zam-
bie*, Zimbabwe: projet de résolution

République tchèque, Philippines, Ukraine, Albanie,
Slovénie, Nicaragua, Guatémala

* Conformément à la règle 69, paragraphe 3 des règles
de procédure des commissions fonctionnelles du Conseil
économique et social.

LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME AU RWANDA

La Commission des Droits de l'Homme

1. Se réunissant en session spéciale.
2. Guidée par les principes contenus dans la Charte des Nations-Unies, la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, les Accords internationaux sur les droits de l'homme, la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la convention sur la prévention et la sanction du crime de génocide, la convention sur la non-applicabilité des limites réglementaires aux crimes de guerre et aux crimes contre l'Humanité, la convention contre la torture et autres traitements ou punitions cruels, inhumains et dégradants, la convention sur les droits de l'enfant, le droit humanitaire international, y compris les conventions de Genève du 12 août 1949 pour la protection des victimes de guerre et ses protocoles additionnels de 1977, la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, et autres actes internationaux pertinents sur les droits de l'homme.
3. Consciente de sa responsabilité de promotion et d'encouragement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, et résolue à rester vigilante à l'égard des violations des droits de l'homme où qu'elles se produisent et à prévenir de telles violations.
4. Notant avec une profonde préoccupation qu'une situation de conflit armé ethnique et politique, de carnage et de massacres systématiques continue à exister au Rwanda, se traduisant par de graves violations et abus des droits de l'homme, y compris des pertes de vie massives, qui pourraient dépasser les cinq cent mille et la destruction de biens.
5. Rappelant que le meurtre de membres d'un groupe ethnique, avec l'intention de détruire ce groupe en tout ou en partie, constitue le crime de génocide.
6. Croyant que des actes de génocide peuvent s'être produits au Rwanda.
7. Exprimant sa grave préoccupation devant le défaut des autorités Rwandaises de condamner jusqu'à ce jour les massacres continus dans le pays,
8. Exprimant sa solidarité avec les familles des victimes du conflit, avec le peuple du Rwanda et avec les pays voisins qui accueillent les réfugiés,

9. Rappelant la demande du Conseil de Sécurité au Secrétaire-Général en vue d'obtenir des informations sur les responsabilités dans le tragique incident qui a eu pour résultat la mort des Présidents du Rwanda et du Burundi,

10. Louant l'initiative prise par le Haut-Commissaire pour les Droits de l'Homme et sa visite opportune au Rwanda,

11. Notant avec approbation les efforts du Secrétaire-Général des Nations-Unies, du Représentant spécial du Secrétaire-Général pour le Rwanda, du Haut-Commissaire des Nations-Unies pour les Réfugiés et du Département des Affaires humanitaires du Secrétariat, ainsi que des mécanismes existants de la Commission des Droits de l'Homme, en particulier le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, et d'organisations non gouvernementales,

12. Notant également avec approbation les efforts du Président et du Secrétaire-Général de l'Organisation de l'Unité africaine, du Président de la République unie de Tanzanie, de Son Excellence Monsieur Ali Hassan Mwinyi, en sa qualité de Médiateur du Processus de Paix d'Arusha, et de l'Organisation de l'Unité africaine Mécanisme pour la Prévention, la Gestion et la Résolution des Conflits,

13. Soulignant le besoin de mise en oeuvre intégrale de l'Accord de Paix d'Arusha par toutes les parties au conflit,

14. Alarmée par le rapport du Haut-Commissaire pour les Droits de l'Homme (E/CN.4/S-3/3) et les informations fournies par le Haut-Commissaire des Nations-Unies pour les Réfugiés et les organisations non gouvernementales concernant la dégradation de la situation des droits de l'homme au Rwanda, en particulier le massacre d'innocents,

15. Alarmée également par les rapports du Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires concernant une politique délibérée préconisant l'intolérance ethnique et politique, la haine et la violence,

16. Soulignant le besoin pour la communauté internationale de bouger rapidement afin de protéger les civils innocents et de fournir une assistance humanitaire, tâche qui pourra être accomplie au mieux dans le cadre des Nations-Unies,

17. Consciente du fait que l'ampleur de la tragédie au Rwanda demande un type de coordination et de ressources que seules les Nations-Unies peuvent supporter efficacement,

18. Convaincue que l'opération au Rwanda restera une entreprise des Nations-Unies et soutenant l'encouragement du Secrétaire-Général aux Etats-membres des Nations-Unies à fournir les troupes et l'équipement nécessaires à la Mission des Nations Unies d'Assistance au Rwanda (MINUAR),

19. Rappelant la récente résolution du Conseil de Sécurité (918 (1994) du 17 mai 1994), dans laquelle le Conseil autorisait l'élargissement des effectifs de la MINUAR à 5.000 hommes,

20. Reconnaissant qu'une action efficace pour empêcher d'autres violations des droits de l'homme doit être un élément central et structurel de la réponse globale des Nations-Unies à la situation au Rwanda,

21. Reconnaissant également qu'une forte composante de droits de l'homme sera indispensable dans le processus de paix politique et la reconstruction du Rwanda après le conflit,

1. Condamne vigoureusement toutes les violations du droit humanitaire international et toutes les violations et abus des droits de l'homme au Rwanda, et appelle toutes les parties impliquées à cesser immédiatement ces violations et abus et à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales et du droit humanitaire;

2. Condamne également vigoureusement le kidnapping et l'assassinat du personnel militaire gardien de la paix attaché à la Mission des Nations-Unies d'Assistance au Rwanda (MINUAR) qui constituent une violation flagrante du droit humanitaire international;

3. Condamne également l'assassinat du personnel attaché aux organisations humanitaires travaillant dans le pays;

4. Condamne en outre vigoureusement le kidnapping et le meurtre du Premier Ministre, Madame Agathe Uwilingiyimana et de certains ministres de son cabinet et officiels du gouvernement ainsi que les meurtres gratuits de civils innocents et la destruction de biens;

5. Fait l'éloge du Haut-Commissaire pour les Droits de l'Homme pour sa récente mission au Rwanda, fait bon accueil à son rapport sur la situation des droits de l'homme dans le pays et appuie ses conclusions et recommandations;

6. Appelle le gouvernement du Rwanda à condamner publiquement et à prendre des mesures pour mettre fin à toutes les violations des droits de l'homme et du droit humanitaire international par toutes les personnes de sa juridiction ou sous son contrôle et à s'assurer que les droits de l'homme de tous les individus de sa juridiction, indépendamment de leur origine ethnique, soient pleinement respectés;

7. Appelle le Front Patriotique Rwandais (FPR) à empêcher les personnes qui sont sous son commandement de commettre des abus des droits de l'homme et des violations du droit humanitaire international;

8. Exhorte vivement toutes les parties à cesser immédiatement toute incitation à la violence ou à la haine raciale;

9. Fait l'éloge du Secrétaire-Général des Nations-Unies et de son représentant spécial au Rwanda, du Président de la République unie de Tanzanie en sa qualité de médiateur du processus de paix d'Arusha, du Président et du Secrétaire-Général de l'Organisation de l'Unité africaine, du Haut-Commissaire des Nations-Unies aux Réfugiés, de tous les pays contribuant en hommes et autrement, du Département des Affaires humanitaires du Secrétariat, de tous les pays voisins abritant des réfugiés du Rwanda ainsi que du Comité International de la Croix-Rouge et des organisations non gouvernementales, pour leurs efforts en vue d'alléger la souffrance des innocentes victimes de cette tragédie;

10. Appelle à une cessation immédiate des hostilités et les parties à l'Accord de paix d'Arusha, à coopérer pleinement avec le représentant spécial du Secrétaire-Général et avec la MINUAR afin de créer les conditions nécessaires pour mener à une reprise immédiate de la mise en oeuvre de l'accord, ce qui constitue le canevas pour la paix, la réconciliation nationale et l'unité dans le pays;

11. Fait bon accueil à la décision du Conseil de Sécurité d'autoriser l'extension du mandat de la MINUAR en vertu de la résolution 912 (1994) afin d'inclure les responsabilités supplémentaires suivantes dans les limites des ressources qui sont à sa disposition:

(a) Contribuer à la sécurité et à la protection des personnes déplacées et des civils en péril au Rwanda, y compris par l'établissement et le maintien, là où c'est possible, de zones humanitaires de sécurité;

(b) Fournir sécurité et soutien pour la distribution des fournitures humanitaires et des opérations de secours humanitaire;

12. Appelle les autorités responsables, groupes et particuliers au Rwanda à faciliter l'accès du secours humanitaire à tous ceux qui en ont besoin;

13. Exprime son inquiétude devant toutes les politiques répressives et politiques dirigées contre des membres de groupes ethniques particuliers, et en appelle également à toutes les parties concernées afin d'assurer la protection des droits de toutes les personnes indépendamment de leurs origines nationales ou ethniques, religieuses ou linguistiques;

14. Appelle les parties au conflit à assurer la sécurité du passage de ceux qui fuient les zones de combat, y compris, le cas échéant, vers des pays d'asile et à assurer leur droit de revenir en toute sécurité;

15. Appelle à la libération immédiate et inconditionnelle de toutes les personnes détenues illégalement contre leur volonté dans des camps, prisons ou autres endroits et à leur déplacement en sécurité;

16. Exige que toutes les parties informent immédiatement les organisations humanitaires appropriées de l'emplacement de tous camps, prisons ou autres lieux de détention et que les parties concernées assurent un accès immédiat et sans obstacle à ces endroits;

17. Affirme que toutes les personnes qui commettent ou autorisent des violations des droits de l'homme ou du droit humanitaire international sont responsables individuellement de ces violations et que la communauté internationale fera tout ce qui est en son pouvoir pour amener les responsables devant la justice, tout en affirmant que la responsabilité première d'amener les auteurs devant la justice incombe aux systèmes judiciaires nationaux;

18. Demande au Président de désigner un rapporteur spécial pour une période initiale d'un an, afin d'examiner de première main la situation des droits de l'homme au Rwanda et de recueillir les informations pertinentes crédibles sur la situation des droits de l'homme auprès des gouvernements, individus et organisations intergouvernementales et non gouvernementales, y compris concernant les causes profondes de et responsabilités dans les récentes atrocités, sur une base continue, et de se prévaloir de l'assistance des mécanismes existants de la Commission des Droits de l'Homme.

19. Demande aux mécanismes existants de la Commission des droits de l'homme, y compris le rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, le rapporteur spécial sur le problème de torture, le représentant du Secrétaire-Général sur les personnes déplacées à l'intérieur du pays, le groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires et le groupe de travail sur la détention arbitraire, ainsi que les organes du traité des droits de l'homme, le cas échéant, d'accorder d'urgence leur attention à la situation au Rwanda et de fournir, sur une base continue, leur entière coopération, assistance et constatations au rapporteur spécial et d'accompagner le rapporteur spécial dans sa visite du Rwanda, chaque fois que ce sera nécessaire;

20. Demande au rapporteur spécial de visiter le Rwanda sur-le-champ et de faire rapport d'urgence aux membres de la Commission des droits de l'homme sur la situation des droits de l'homme dans le pays, y compris ses recommandations en vue de mettre fin aux violations et abus et d'empêcher des violations et des abus dans l'avenir, en fournissant un rapport préliminaire au plus tard quatre semaines après l'adoption de la présente résolution, et demande au Secrétaire-Général de mettre le rapport du rapporteur spécial à la disposition du Conseil économique et social, de l'Assemblée générale et du Conseil de Sécurité.

21. Demande également au rapporteur spécial de rassembler et de compiler systématiquement des informations sur les violations éventuelles des droits de l'homme et les actes qui peuvent être constitutifs de violations du droit humanitaire international et de crimes contre l'humanité, y compris les actes de génocide au Rwanda, et de mettre ces informations à la disposition du Secrétaire-Général.

22. Appelle toutes les parties au conflit à accorder leur pleine coopération au rapporteur spécial afin d'assurer l'exécution de son mandat;

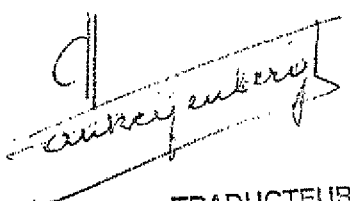
23. Demande au Haut-Commissaire pour les Droits de l'Homme de prendre les dispositions nécessaires pour que le rapporteur spécial soit assisté d'une équipe de spécialistes de droits de l'homme sur le terrain agissant en étroite collaboration avec la MINUAR et avec d'autres agences et programmes des Nations-Unies fonctionnant au Rwanda;

24. Demande également au Haut-Commissaire pour les Droits de l'Homme de prendre les mesures nécessaires pour assurer que les efforts futurs des Nations-Unies visant à une résolution du conflit et à l'établissement de la paix au Rwanda aillent de pair avec une forte composante de droits de l'homme et que ce procédé soit efficacement soutenu par un programme global d'assistance en matière de droits de l'homme;

25. Demande au Secrétaire-Général de fournir toute l'assistance nécessaire au rapporteur spécial pour accomplir son mandat.

26. Décide de rester saisie de l'affaire.

Pour traduction ne varietur
 Le 25 novembre 1995
 La traductrice jurée,



TRADUCTEUR JURÉ
 Chantal VANKEIJENBERGH
 Rue au Bois 172
 1640 RHODE-SAINT-GENESE
 ☎ 02 / 380.83.54